Hewlett-Packard : la contre-offensive est possible !

Fabien Maury

La mobilisation des salariés de Hewlett-Packard (HP), l'émotion suscitée par les saccages des emplois, non seulement par le groupe américain mais aussi dans l'ensemble du secteur des hautes technologies, ont contraint J. Chirac et D. de Villepin a réagir. Pour l'heure, les paroles n'ont quasiment pas été traduites dans les faits. Cela ressemble de plus en plus à des gesticulations médiatiques sans aucune obligation pour la direction de HP mais dont le seul souci semble de dédouaner la responsabilité gouvernementale. Or, comment la condamnation des pratiques de l'informaticien d'outre-atlantique pourrait-elle être efficace quand la politique menée est tout entière tournée vers le soutien à la rentabilité des groupes et leur déresponsabilisation sociale -fusse au nom d'un soi-disant «patriotisme économique» ou encore d'une prétendue politique industrielle? D'où d'ailleurs le refus que soient prises en compte les propositions alternatives avancées par des militants syndicaux, politiques ou encore des élus de terrain. C'est un cul de sac !

La direction de Hewlett-Packard a fait le choix de sacrifier l'emploi. Cet été, le nouveau PDG, Mark Hurd annonçait son intention de supprimer 14 500 emplois au niveau mondial, c'est-à-dire 10% des effectifs mondiaux. En septembre, il précisait leur répartition : 5 969 postes en moins en Europe soit 15% des effectifs et 1 240 emplois concernés en France représentant 26% des salariés. L'ensemble des sites français serait touché (Issy-les-Moulineaux, Massy, Sophia-Antipolis, Eybens, l'Isle d'Abeau). Confrontés à une telle agression, les travailleurs de la multinationale ont été massivement présent dans les cortèges des manifestations du 4 octobre. Leur mobilisation ne se dément pas malgré un profond désarroi. A la suite de Chirac, Villepin a été contraint de se saisir du dossier. Le Premier ministre prétend que les «discussions approfondies» auprès des dirigeants de la société «permettent d'envisager désormais une réduction des effectifs moins forte et un engagement actif en France» (1). Pour l'heure, ces propos ressemblent plus à un calmant qu'à une action déterminée. Certes, Patrick Starck, PDG de HP France, propose désormais de «moindre suppressions d'emplois». Celles-ci ne sont pas chiffrées. Surtout, il propose de les échanger contre la mise en cause des accords de réduction du temps de travail (RTT). C'est un chantage qui fait douter de ses intentions d'autant plus que l'ambition de remettre en cause la RTT était affichée depuis le printemps. Par ailleurs, il est difficile de concevoir que la mise à l'encan de la RTT puisse permettre une quelconque création de postes. Rappelons que l'accord de RTT introduisait le passage au forfait-jour pour la plupart des salariés et la possibilité de travailler jusqu'à 13 heures par jour dès lors que 11 heures de repos par 24 heures sont assurées. De plus, la RTT a été le prétexte à une modération salariale massive et le moyen d'une progression impressionnante de la productivité apparente du travail (2). Les syndicats ont d'ailleurs refusé de signer tout protocole de négociations ou accords de méthode. Les salariés doutent d'autant plus de la parole de la direction que deux ans après le précédent «plan social», 20% des employés n'auraient pas retrouvé d'emploi (3).

La destruction des emplois pour rassurer les marchés financiers.

Au moment du rachat de Compaq, Yves Dimicoli (4) révélait dans ces colonnes les propos de Carly Fiorina, PDG de l'époque, sur les objectifs réels de la fusion comme *«meilleur moyen de créer de la valeur pour nos actionnaires»*. Il alertait sur *«un scénario assez probable […] de nouvelles restructurations, de nouveaux licenciements et transferts d'activités»*. Les travailleurs de Hewlett-Packard ont donc parfaitement raison de douter des intentions affichées par le groupe. Le but de la restructuration actuelle est bien de **sécuriser les rendements financiers pour les actionnaires**, *«de reconquérir les actionnaires déçus»* (5) par le niveau du cours de l'action malgrè une remontée de 50% de celui-cisur les douze derniers mois.

M. Hurd, nommé PDG en avril (6), a pour mission de **réduire la masse salariale de 1,6 milliard de dollars et les avantages sociaux de 300 millions de dollars** ; d'achever de rembourser la dette contractée au moment du rachat de Compaq. Cela afin de relever la rentabilité des capitaux et de tailler des croupières à Dell et IBM. Ainsi, Entre 2001 et 2004, le chiffre d'affaires de HP a progressé de 77%, son bénéfice net a été multiplié par 5 pour atteindre 3,5 milliards de dollars. En 4 ans, le groupe a versé **3,37 milliards de dollars de dividendes** à ses actionnaires. Pour la seule année 2004, **il a racheté ses propres actions pour 3,3 milliards d'euros** afin de relever leur rentabilité (moins il y a d'actions, plus les dividendes versés par action sont importants). Simultanément, le groupe aura brûlé 2,3 milliards de dollars en frais de restructurations.

N'oublions pas que pour racheter Compaq, HP s'était massivement endetté . Entre 2001 et 2003, la dette à long terme de HP a grimpé de 74%. Afin de satisfaire ses créanciers, HP pratique une thérapie de choc pour se désendetter. Sur la seule année 2004, la dette s'est dégonflée de près de 30% !

On comprend alors mieux l'obsession des PDG successifs à baisser le coût salarial de l'emploi, à réduire les dépenses pour développer les capacités humaines et à réduire la voilure de la recherche au mépris de l'avenir du groupe. **En 4 ans, la part de la R&D dans le chiffre d'affaires aura chuté de 27%.** Ne faut-il pas s'inquiéter alors de la «panne stratégique» du géant américain consécutive à une fusion avec Compaq «dénuée de vision sur le long terme » selon les termes de Institutionnal Shareholder Services, cabinet de conseil de HP ? Ne faut-il pas aussi poser la question de l'avenir des sites de production et de recherche français et européens ?

Le choix de la domination américaine contre la France et l'Europe.

La baisse des effectifs pourrait bien poser la question de la viabilité de HP France. Ainsi, entre 2002 et 2005, après le rachat de Compaq, HP a déjà supprimé 26 200 emplois dans le monde dont plus de 2 000 en France. Si rien n'était fait, entre 2002 et 2007, HP se sera débarrassé de près de 46 000 salariés dont plus de 3 000 en France !

Par conséquent, après la fermeture du site d'Annecy lors du précédent plan de suppression d'emplois, et malgré les déclarations du PDG d'HP France sur le maintien de tous les sites, l'hypothèse d'un rapatriement de France et d'Europe vers les Etats-Unis des activités de HP semble gagner en crédibilité, tout particulièrement pour la recherche-développement. Plusieurs éléments peuvent en attester :

- l'ampleur des suppressions d'emplois en France et en Europe pourrait être à l'origine d'une perte de maîtrise technologique et/ou de capacité à assumer les objectifs assignés par la direction (les conditions de travail se sont d'ailleurs brutalement dégradées à la suite des précédentes suppressions d'emplois, notamment à Grenoble) ;
- la déclaration du nouveau PDG d'HP, Mark Hurd qui souhaite *«réduire les effectifs dans les pays à coûts élevés»* ;
- le pompage permanent des brevets et licences réalisés en France, ainsi que les versements massifs de royalties à la maison mère par HP France qui affaiblissent cette dernière ;
- le rapatriement de 14,5 milliards de dollars issus de bénéfices réalisés hors des Etats-Unis (or, 40% du chiffre d'affaires est réalisé en Europe et 45% aux Etats-Unis, par conséquent, les bénéfices hors des Etats-Unis sont essentiellement réalisés en Europe).

Si HP accepte d'être présent dans deux pôles de compétitivité (mais pas celui localisé en région grenobloise), c'est avant tout pour empocher les aides massives qui les accompagnent sans que cela suppose le moindre engagement sur l'emploi ou sur la pérennité de l'activité en France.

L'irresponsabilité sociale de HP

L'irresponsabilité sociale de HP joue contre la croissance européenne, contre l'emploi. Alors que HP a accumulé une «dette sociale, technologique et territoriale» en France, a bénéficié massivement de fonds publics, écrémé les ressources humaines grâce à l'accès privilégié à des pôles universitaires d'excellence, joui d'une main-d'œuvre hautement qualifiée et d'un savoir-faire de niveau mondial, disposé d'infrastructures et de services publics de grande qualité, il taille ainsi dans les effectifs et dévitalise des sites de production en France et en Europe pour accroître les profits financiers des actionnaires. Ce comportement est contradictoire avec les valeurs de HP auxquelles les salariés sont profondément attachés : *«En tant qu'entreprise citoyenne, HP respecte ses obligations à l'égard de la société en représentant un atout économique, intellectuel et social pour chaque pays et pour chaque communauté où elle opère… Notre entreprise mondiale respectueuse des cultures locales doit permettre à chaque communauté de bénéficier de notre présence. Pour cela, nous nous efforçons de : … créer des emplois attrayants, générer des exportations et des recettes fiscales… participer aux projets des communautés nous environnant, en donnant de notre art de vivre, de notre savoir-faire, de notre temps et de notre argent… Le mieux-être de la société contemporaine ne doit pas être laissé aux soins de quelques-uns seulement : c'est la responsabilité de nous tous.* **(7)**»

L'encouragement des politiques gouvernementales

Pour autant, il est impossible de dédouaner les politiques gouvernementales successives, ni celles des régions, des localités concernées et de l'Union européenne qui ont encouragé de tels comportements, jusqu'aux décisions extrêmement graves d'aujourd'hui. Le gouvernement peut refuser les décisions de suppressions d'emplois et la fuite des technologies, des recherches. Il doit prendre ses responsabilités et ne pas se défausser à bon compte comme l'a fait J. Chirac en exigeant que la Commission européenne soit saisi du dossier. J.-M. Baroso a pu à son tour se dédouaner sans trop de dommage en rappelant que si la Commission de Bruxelles n'avait pas compétence pour «empêcher HP de licencier des salariés», les Etats-membres avaient «la liberté d'adopter des législations contraignantes».

Pas un seul chômeur de plus !

Il n'est pas question que les décisions de HP se traduisent par une augmentation du chômage dans les bassins concernés, une précarisation accrue des populations et un affaiblissement du potentiel productif et créatif grenoblois et national. A cette fin un certain nombre de mesures ont pu être mises en débat, notamment à l'occasion de la venue de Marie-George Buffet dans la région grenobloise, afin de contribuer à une sécurisation des parcours professionnelles des salariés.

Un moratoire suspensif de toutes les décisions de restructuration et de suppressions d'emplois d'HP doit être mis en place. Le gouvernement, par l'intermédiaire des préfets régionaux, doit faire suspendre immédiatement le processus engagé par HP de façon à ce qu'un audit contradictoire de l'entreprise, de ses coûts, de ses financements et de ses coopérations soit réalisé. Sur cette base, il s'agira d'évaluer la réalité des raisons avancées par la maison mère et la possibilité d'autres solutions, face aux problèmes invoqués, que les suppressions d'emplois.

Le gouvernement doit réunir une table ronde avec obligation de résultats. Cette réunion doit être ouverte aux salariés et syndicats de HP mais aussi à ceux des sous-traitants et fournisseurs. Il s'agira d'étudier les solutions alter-

natives à la baisse de l'emploi pour traiter les problèmes éventuels de compétitivité et de lourdeur des frais financiers.

Dans le cas où des suppressions d'emplois s'avéreraient nécessaires, il s'agira d'**exiger de HP qu'il assure le maintien dans l'emploi modernisé des salariés concernés, avec les formations nécessaires** ; qu'il continue de garder à ses effectifs, avec maintien du salaire, les travailleurs dont l'emploi pourrait être supprimé jusqu'à ce qu'ils aient choisi un reclassement, avec la formation si nécessaire ; qu'il contribue au re-développement du potentiel productif et technologique dans les bassins d'emplois victimes de son projet de restructuration, avec particulièrement le soutien des sous-traitants et fournisseurs.

Il faut que HP et le gouvernement prennent les dispositions nécessaires à une véritable sécurisation des parcours professionnels de tous les salariés potentiellement victimes de la décision du groupe.

Dans ce contexte, l'action engagée en direction des Conseils régionaux par les élus et militants communistes, par des syndicalistes, pour **créer des Fonds régionaux pour l'emploi et la formation (FREF)**, est décisive. Il viserait, à cette occasion, à mobiliser le crédit dans chaque région pour soutenir la modernisation nécessaire et le développement de toutes les entreprises concernées, y compris HP et ses sous-traitants, en liaison avec des objectifs chiffrés et contrôlables d'emplois et de formations. Ce Fonds, alimenté à partir de lignes du budget régional, prendrait en charge une partie des intérêts versés aux banques par les entreprises concernées d'autant plus que les investissements matériels et de recherche ainsi financés seraient accompagnés de plus de créations d'emplois et de formation.

La menace du remboursement des aides publiques perçues par HP peut être utile, sans pour autant que le remboursement soit conçu comme un but en soi. En effet, contrairement à ce qu'à pu affirmer P. Starck, le groupe a eu recours massivement à des aides publiques européennes, nationales, régionales et locales. Il doit rendre des comptes aussi bien sur les aides à la recherche, les subventions diverses, les exonérations de taxe professionnelle, les traitements de faveur fiscaux, les exonérations de cotisations sociales patronales et, y compris, les éventuelles commandes publiques etc. Un inventaire de tous ces transferts doit être dressé dans les plus brefs délais. HP devrait les rembourser intégralement s'il maintient ses décisions.

Le comportement des grands groupes en France et en Europe est de plus en plus préoccupant. Ainsi, les bénéfices nets des sociétés du CAC 40 ont cru de 37% au 1er semestre 2005 alors que l'emploi stagnait. C'est pourquoi, il conviendrait d'**exiger la création d'une Commission d'enquête parlementaire sur les stratégies des entreprises multinationales françaises et étrangères en France et leur implication pour l'emploi, la croissance nationale et européenne.**

L'hypothèse d'un comportement anti-national et anti-européen de HP, ainsi que d'autres grandes multinationales, au profit de la domination d'Outre-Atlantique est très grave. Face à cela le gouvernement ne peut pas se contenter de répéter, de manière démagogique, qu'il faut faire preuve de «patriotisme économique». Les choix des multinationales doivent être maîtrisés et responsabilisés. Ce serait le



but de cette Commission parlementaire que de porter en débat public un diagnostic et des propositions.

Un dernier point, pas le moindre, concerne l'Union européenne. J.-M. Baroso ne peut pas se contenter, à son tour, de déclarer «*qu'il n'y peut rien*», tout en affichant comme priorité l'emploi. **La responsabilité de l'Union européenne est engagée elle aussi.** C'est la Commission européenne qui avait autorisé la fusion entre HP et Compaq. Dans le même temps, elle parle de «responsabilité sociale des entreprises» et de faire de l'Union, «l'économie de la connaissance et de l'information» la plus performante du monde.

La contradiction entre les intentions proclamées et les actes devient intolérable. Une réorientation est nécessaire. Cela passe notamment par l'organisation de coopérations de co-développement entre entreprises européennes pour la promotion des atouts humains et technologiques des filières industrielles, notamment celles de la révolution informationnelle. Il s'agirait de viser des co-productions pour réaliser des objectifs chiffrés et contrôlables de créations d'emplois, de formations dans chaque pays concernés. C'est aussi l'exigence d'une réorientation de la Banque centrale européenne (BCE) dont les missions actuelles et le statut encouragent les comportements comme ceux de HP. La BCE doit contribuer, par la sélectivité de son refinancement des banques ordinaires, à faire de l'emploi et de la formation l'objectif prioritaire de l'activité de crédit dans l'Union.■

(1) Conférence de presse de Villepin du 29 septembre 2005.
(2) Le chiffre d'affaires par salarié est de 500 000 euros en moyenne pour l'ensemble du groupe, en France il est de 1,7 millions d'euros, plus du triple !
(3) selon des sources syndicales.
(4) Yves Dimicoli. Hewlett-Packard. *Sécuriser les prélèvements financiers ou sécuriser l'emploi et l'avenir des territoires. Economie et Politique*. Novembre-décembre 2002. pp.10-12.
(5) Emmanuelle Belohradsky. *Hewlett-Packard se plie à la méthode Hurd*. Challenges sur http://lemagchallenges.nouvelobs.com
(6) Carly fiorina a été limogé au printemps dernier pour résultat insuffisant mais elle tout de même bénéficié, selon la CGC, d'indemnités confortables : 21 millions de dollars.
(7) Repris du site Internet de HP à la rubrique «*l'engagement d'HP*». http://h41087.www4.hp.com/a_la_une/hp_en_societe/citoyennete.html